

REPUBLIQUE DU RWANDA



DECLARATION DE SON EXCELLENCE MADAME EDDA MUKABAGWIZA, MINISTRE DE LA JUSTICE A L'OCCASION DE LA PREMIERE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Genève, Palais des Nations, le 21 juin 2006

Genève, le 21 juin 2006

Vérifier au prononcé

**DECLARATION DE
SON EXCELLENCE MADAME EDDA MUKABAGWIZA,
MINISTRE DE LA JUSTICE
A L'OCCASION DE LA PREMIERE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME**

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Délégués,**

Je me réjouis de prendre part à cette première session au Haut Niveau du Conseil des Droits de l'Homme.

Je remercie les organisateurs de la session de m'avoir, une fois de plus, réservé cet instant pour prendre la parole au nom de mon pays, le Rwanda, devant les Honorables Représentants de la Communauté internationale ici présents.

Je tiens tout d'abord à féliciter **Monsieur l'Ambassadeur Luis Alfonso de Alba** pour avoir été élu premier Président du Conseil et à lui souhaiter bonne chance dans l'accomplissement de son importante mission. Ces mêmes félicitations vont également à ses futurs collaborateurs.

J'apprécie hautement l'aptitude démontrée par les équipes qui se sont succédé à la direction de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, ainsi que leur perspicacité qui a fait que le monde progresse en matière de promotion et la défense des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Le peuple rwandais réaffirme l'engagement pris par les Nations Unies pour renforcer ses dispositifs en créant le Conseil des Droits de l'Homme qui doit faire prévaloir les droits de la personne. Cette nouvelle institution doit être guidée par les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité, du dialogue et de la coopération internationale afin de promouvoir et de défendre tous les droits de la personne, y compris le droit au développement.

Le Gouvernement Rwandais estime que seuls le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme, base de la construction d'un Etat de droit restent le principal fondement du bien être et du développement de toute nation et par conséquent de tous les locataires de notre planète terre.

Nous sommes résolus à lutter contre toute cause profonde, probable et même superficielle de violation des droits de l'homme. La lutte contre la pauvreté, toutes les formes de discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée, sont nos principales préoccupations tandis que la Bonne Gouvernance reste notre arme d'avant garde. L'assainissement permanent de la justice, la création d'un cadre juridique favorable ainsi que la volonté politique d'asseoir l'Etat de droit constituent une garantie pour permettre à l'Etat de progresser plus rapidement en matière des droits de l'homme.

Un regard attentif est ainsi tourné vers les catégories les plus vulnérables de la société nationale. Nous soutenons toutes les initiatives constructives déjà entreprises dans le domaine de protection des droits à l'égard des femmes et des enfants partout dans le monde.

Considérant que les droits de la femme sont des droits de l'homme, le Rwanda met un accent particulier à leur promotion et à leur protection. Constant qu'il y a encore des pas à franchir, que ce soit au niveau international, ainsi qu'au niveau de chaque pays, nous souhaitons que cette question soit au centre des activités du Conseil.

La protection de l'enfant contre toute sorte de violences, notamment les violences sexuelles, continue à garder sa place privilégiée dans les préoccupations du Gouvernement. Le système de décentralisation de toutes les activités nationales (administratives, éducatives, politiques, économiques, etc.) tend à rehausser le niveau de vie des populations rurales représentant plus de 80% de la population et prévenir ainsi pas mal de formes de violation des droits de l'homme.

L'assistance matérielle et médicale, ainsi que la protection des personnes vivant avec le VIH/SIDA contre tout abus éventuel témoigne de la volonté du Gouvernement de vouloir défendre le droit à la vie de ses citoyens.

Monsieur le Président,

Le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies prend la relève de la Commission au moment où le Rwanda s'apprête à démarrer dans toutes les juridictions dites Gacaca du pays la phase de jugements des affaires de génocide et autres crimes contre l'humanité commis entre le 31 décembre 1994.

Le Rwanda prend également ses dispositions pour pouvoir prendre la relève du Tribunal Pénal International pour le Rwanda lorsque la période du dernier mandat de celui-ci aura expiré.

Ainsi dans l'un comme dans l'autre cas mon pays aura grandement besoin du soutien et de la collaboration de la communauté internationale. Nous comptons donc sur la compréhension de tous les Etats pour répondre favorablement à nos appels en vue de rendre justice à la société rwandaise qui n'attend que cela depuis plus d'une dizaine d'années.

Monsieur le Président,

Nous sommes convaincus du fait qu'il est temps que les victimes du génocide rwandais aient la certitude que les crimes commis à leur égard ne seront pas restés impunis. Il est plus que temps que les orphelins, les veuves et veufs du génocide soient réhabilités dans leurs droits et il est également temps que ceux qui ont reconnu leur culpabilité et demandé pardon soient réintégrés dans la société nationale à travers un mécanisme intermédiaire de peine alternative à l'emprisonnement de travaux d'intérêt général.

Certes, le Rwanda essaie d'alléger les conséquences du génocide notamment en portant assistance aux victimes nécessiteuses d'une part et, d'autre part en accordant chaque année une libération conditionnelle et / ou provisoire à de milliers

détenus dont ceux dont la durée de détention pourrait atteindre celle prévue par la loi. Mais cette assistance ne pourrait équivaloir une juste indemnisation ni cette libération équivaloir un jugement juste et équitable. Quoi qu'il en soit mon peuple aspire à une paix durable, à l'unité solide et la réconciliation et au climat de confiance entre toutes les composantes de la société nationale.

Il est compréhensible que le Rwanda ne peut atteindre de tels objectifs sans l'apport substantiel des pays qui de loin ou de près ont un mot à dire ou mieux encore un geste à poser pour que certains obstacles ayant spécialement un caractère d'extranéité soient écartés. Je réitère le souhait du Rwanda de voir résolu des ex-Forces Armées Rwandaises et milices interahamwe toujours en armes en République Démocratique du Congo, ainsi qu'à la protection contre la justice des responsables du génocide logés impunément dans certains pays du monde, malgré l'insistance de la Communauté internationale à laquelle je ne cesse d'exprimer mes remerciements et ceux venant du peuple rwandais.

Monsieur le Président,

Le Rwanda tient toujours à ce que la communauté internationale puisse bénéficier de sa contribution dans la protection des droits de l'homme. C'est ainsi par exemple que ses troupes participent dans les missions de maintien de la paix de l'Union Africaine et de l'ONU, respectivement au Darfour et à Khartoum au Soudan.

Le Rwanda apporte son soutien au Burundi dans la consolidation de la paix et la démocratie. Il soutient également les efforts de la République Démocratique du Congo de sortir bientôt et paisiblement de la transition politique.

Le Rwanda est engagé aux côtés des autres nations amies de la paix dans la lutte contre le terrorisme et souhaite qu'un jour les peuples du monde puissent vivre une paix à l'abri de toute criminalité internationale.

Monsieur le Président,

Nous comptons sur le nouvel organisme qu'est le Conseil de Droits de l'Homme pour qu'il puisse exploiter au maximum les mécanismes nécessaires à la protection des droits de l'homme dans le monde. Nous souhaitons pour lui de réussir à graver dans les esprits des plus récalcitrants les avantages de respecter les droits des autres comme eux-mêmes ont le droit que leurs propres droits à eux soient respectés.

Nous souhaitons enfin que toute entreprise menée par le conseil des droits de l'homme des Nations Unies soit chaque fois couronnée de succès.

Je vous remercie.